****

**Compte rendu des travaux de la réunion de démarrage du projet d’accélérateur d'ouverture budgétaire (FAO)**

Tenue à Pretoria, Afrique du Sud, 2 - 3 mars 2020

Tous les matériaux de l’atelier sont ici : <http://bit.ly/FOAproject>

Dans le cadre de la réalisation du projet intitulé « accélérateur d’ouverture budgétaire » soutenu par le Bureau des Affaires Économiques et Commerciales du Département d'État Américain et du Fonds Fiduciaire Multi donateurs de l’OGP, au profit de 5 pays à savoir le Nigeria, le Liberia, l’Afrique du Sud, le Benin et le Sénégal la réunion de démarrage a eu lieu les 2 et 3 mars 2020 à Pretoria.

L'objectif principal du projet, conduit par IBP et GIFT, est de renforcer les capacités techniques des 5 pays susvisés pour mettre en œuvre des mécanismes de participation publique tout au long du cycle budgétaire au niveau national.

IBP et GIFT fourniront, tout au long de la réalisation du projet, une assistance technique et un soutien au différents pays concernés par le projet, pour les aider à établir des mécanismes de participation publique pertinents et pratiques et créer des opportunités de dialogue entre la société civile et les autorités en charge des finances publiques sur l'utilisation des ressources publiques.

Outre les représentants officiels des différents pays, des représentants de la société civile ont pris part aux travaux qui ont eu lieu dans les locaux du Trésor National de l’Afrique du Sud (la liste des participants est ci-jointe).

Dans son discours d'ouverture, Ian Stuart, directeur en chef de la politique budgétaire au Trésor national, a souligné que son département est désireux de comprendre les moyens d'améliorer la participation du public. Voici quelques-uns des défis auxquels le Trésor national a été confronté dans le cadre de la participation du public :

* Les consultations ouvertes ont tendance à devenir des forums de discussion sur les plaintes pour toutes les prestations de services ;
* Comment pouvons-nous concentrer et expliquer le problème des compromis ou des éléments de la fiscalité ;
* Certaines voix sont beaucoup plus fortes, plus organisées que d'autres, comment amener ceux qui ne sont pas organisés à s'engager davantage ;
* Le budget est extrêmement complexe, comment concevoir un processus constructif autour de lui.

Le programme de la rencontre a comporté **9 sessions** reparties en plénières et en groupe de travail, elles ont été animées par les experts de GIFT et de IBP et ont abordé les sujets et thèmes suivants :

**Session 1**

Elle avait pour objectif de présenter le projet « accélérateur de l’ouverture budgétaire ( FOA)  », ses caractéristiques , l’étendue des travaux pour chaque pays , le mandat du groupe consultatif ( GC) à constituer par chaque pays et le calendrier de réalisation. Dans tous les thèmes traités, des présentations ont été projetées et discutées, et de matériaux de support, ainsi qu’un cahier de travail, ont été distribués préalablement. Pour les trois pays qui ont des objectifs en transparence budgétaire (à savoir Bénin, Liberia et Nigeria) des plans d’action pour l’amélioration en transparence seront mis en place comprenant des mesures très ponctuelles pour aboutir à des résultats avant la fin de l’année 2020. Pour les cinq pays participants, la constitution et sélection finales des membres des groupes consultatifs pour les mécanismes de participation du public, ainsi qu’un plan de travail pour la sélection et mise en œuvre d’un mécanisme de participation, devront être terminés avant le deuxième atelier du projet, prévue avant la fin de l’année au Nigeria.

Cette session a également mis en évidence les attentes de l'IBP et de GIFT en matière de participation publique - autour des concepts d'inclusion, de pertinence et de durabilité.

* A ce sujet, les représentants de l’Afrique du sud ont précisé qu’ils souhaitent accorder de l’importance à la participation citoyenne pour promouvoir l’accès à la santé. Ceci est en relation avec la mise en œuvre de l'assurance maladie nationale (NHI) comme moyen de parvenir à une couverture maladie universelle. Ils ont précisé que leur GC comportera 10 représentants et que la société civile y sera représentée au moins au taux de 10%.
* Pour le Nigeria, le processus n’est pas encore finalisé et des discussions sont en cours néanmoins le GC sera constitué de 6 personnes dont la société civile choisies parmi les groupes qui ont des connaissances des politiques budgétaires et ses processus.
* Pour le Liberia, le GC sera constitué de 11 membres entre gouvernement et société civile avec un élargissement au parlement.
* Pour le Benin, les discussions autour du GC n’ont pas encore commencé du fait que le projet devrait être en premier lieu adopté par le conseil des ministres et il est prévu que le GC sera composé de 5 à 10 personnes.
* Pour le Sénégal également, le processus n’est pas parachevé, il est tributaire de la finalisation de la signature du protocole d’entente pour le projet qui est en cours. La composition du GC sera tripartite (Gouvernement, Société civile et Parlement).
* Puis les pays ont partagé le point de la situation ainsi que les mécanismes de participation dans leurs pays respectifs.

**Session 2**

Lors de cette session, très interactive, les participants ont exprimé leur compréhension et leur vision de la participation citoyenne dans différents dessins qu’ils ont interprété par la suite au reste de l’audience.

**Session 3**

Cette session avait pour objectif de sensibiliser les participants à la nécessité de planifier la participation du public. Les différentes étapes directrices conduisant à la conception de ce plan devraient répondre aux interrogations suivantes de cinq W (en anglais, *five W- Why, When, Who, Where and What (participation mechanism*) : Pourquoi (l’objective de la participation), Quand, Qui, Où et Quoi ?

**Session 4**

Afin de familiariser les participants aux différents modèles de participation, la session 4 a été consacrée à des échanges autour de la budgétisation participative, des audits sociaux, aux conseils publics et aux budgets délibératifs et ce afin que les participants atteignent :

* Une connaissance d'exemples pratiques de conception et de mise en œuvre de mécanismes de participation,
* Une meilleure compréhension des aspects inclusifs, pertinents et durables de la participation,
* Une compréhension de la valeur d'une participation de bonne qualité,
* Une identification des objectifs, des avantages et une réflexion sur les défis relatifs à chaque contexte.

**Session 5**

Consacrée au partage des expériences des différents pays de ce qui existe et de ce qui peut être construit pour créer de solides pratiques de participation.

Les participants ont également précisé :

* Les étapes du processus budgétaire pendant lesquelles, ils procèdent à la participation,
* Les buts et objectifs poursuivis de la participation,
* Les opportunités qui s’offrent pour renforcer ou de créer un mécanisme de participation,
* Les résultats atteints,
* Les défis auxquels le pays est confronté

Certains représentants de pays ont reconnu qu'ils n'avaient pas un plan prédéterminé ou de mécanisme de participation en tête avant de venir à la réunion. Tous ont reconnu que la participation du public est possible.

* L'Afrique du Sud a fait remarquer que la participation dont elle dispose pourrait être considérée comme la plus proche des conseils publics, mais qu'il est possible de faire davantage pour la rendre inclusive et pertinente. Ils ont exprimé le souhait de faire avancer les travaux sur le portail Vulekamali. Ils espèrent également que ce projet contribuera à institutionnaliser la participation publique de manière à inclure les parties prenantes externes et les ministères de tutelle à un stade plus précoce du processus budgétaire.
* Le Bénin a indiqué qu'il envisageait d'impliquer le conseil des politiques publiques, l'institution qui coordonne toutes les politiques publiques.
* Le Libéria a noté qu'il serait bénéfique de faire pression pour des politiques sur la participation publique car la loi actuelle sur la GFP ne contient pas beaucoup d'informations.
* Le Nigeria a reconnu que le corps législatif a récemment commencé à s'ouvrir aux audiences publiques, cependant, beaucoup plus peut être fait pour assurer la rentabilité (le nombre de projets abandonnés est trop élevé et il y a un manque de conformité et de suivi).

**Session 6**

Cette session a été consacrée à l’évaluation de la transparence budgétaire, aux outils de mesure ainsi que les indicateurs.

 La parole a été donnée aux experts en la matière, de l’Afrique du Sud et du Sénégal.

 Puis, une session de question /réponse a suivi afin de permettre :

* Une meilleure compréhension des différents indicateurs pour évaluer la transparence budgétaire,
* La compréhension de la relation et les interactions entre tous les outils d’évaluation de la transparence budgétaire existants,
* Une réflexion à la manière qui permettrait à tous d’atteindre les objectifs de transparence budgétaire.

# **Session 7**

Lors de cette session les participants étaient répartis en groupe afin de réfléchir aux moyens permettant d’améliorer la transparence budgétaire dans leur pays et d’identifier les priorités et étapes clés.

Ainsi les participants ont fait état des lacunes existantes en matière de transparence budgétaire, telles que soulignées dans le rapport sur la transparence budgétaire du département d’État Américain et ils ont également examiné les indicateurs afin identifier les défis et les exigences de l’assistance technique souhaitées dans le cadre du projet FOA.

# **Session 8**

La session a été consacrée à l’indentification et à la hiérarchisation de 3 questions de GFP qui pourraient se prêter à la participation publique pour chaque pays. L'objectif était d'amener tous les pays à choisir une question de GFP qui se prête à la participation du public et d'amener les représentants des pays à élaborer un arbre à problèmes et à réfléchir aux 5 W. Cependant, étant donné le temps que les pays ont mis à identifier les questions de GFP et le manque de flexibilité dans l'augmentation de la durée des sessions, les pays ont seulement fait rapport sur la question de GFP qui pourrait bénéficier de la participation du public et sur laquelle ils sont habilités à travailler :

* L'Afrique du Sud a identifié l'ouverture des soumissions de la société civile plus tôt dans le processus de formulation du budget ;
* Le Bénin a exprimé le souhait d'utiliser la participation du public pour améliorer les performances des écoles - augmenter l'utilisation des manuels scolaires et comprendre les raisons des faibles performances des écoles ;
* Le Liberia a mentionné vouloir utiliser la participation du public pour prioriser les allocations des programmes budgétaires lors de l'élaboration du plan de développement national quinquennal ;
* Le Nigeria a identifié les fonds de développement des circonscriptions comme un domaine qui pourrait bénéficier de la participation du public ;
* Le Sénégal a noté le désir d'utiliser la participation du public pour sensibiliser à la collecte des impôts et engager des consultations dans les projets d'infrastructure (tels que la construction de routes).

# **Session 9**

# Elle a été consacrée à l’établissement du projet de plan d’action pour chaque pays**.** Ces plans ont été par la suite présentés et discutés en plénière.

# Avant la clôture de l’atelier, il y a lieu de préciser que 3 pays parmi les participants ont signé le protocole d’entente avec GIFT concernant ce projet, il s’agit de l’Afrique du Sud, le Liberia et le Nigeria. Pour les autres pays, les participants ont exprimé leur engagement ferme à continuer les démarches de signature du protocole dès leur retour au pays. Les organisateurs ont à leur tour précisé que pour la prochaine rencontre prévue pour le mois de novembre 2020 au Nigéria, tous les pays doivent avoir :

* Mis en œuvre des plans d’action pour l’amélioration de la transparence budgétaire pour le Bénin, le Liberia et le Nigeria, avec un rapport de résultats à partager en novembre, en considérant que les changements doivent être effectués en 2020 ;
* Intégré les groupes consultatifs pour les mécanismes de participation du public et tenir des réunions régulières de ces groupes ;
* Établit un plan de travail pour la sélection et mise en œuvre d’un mécanisme de participation du public au processus budgétaire de chaque pays.